

PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement
Unité territoriale de Côte d'Or

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

SPTP

Commune de Saint Usage

Le préfet de la région Bourgogne
préfet de la Côte-d'Or
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L.171-1 à L.171-12, L.541-2 et L.541-3,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 01 septembre 1988 autorisant la société SPTP, dont le siège social est situé 16 rue du canal 21170 Saint Usage, à exploiter les installations de son établissement à la même adresse,
- VU le rapport de Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne, en date du 31 octobre 2014,
- CONSIDERANT que l'exploitant ne respecte pas les exigences de l'article 6.4.2 (élimination des déchets) de l'arrêté préfectoral d'autorisation précité,
- CONSIDERANT que lorsque des déchets ne sont pas gérés, le préfet peut mettre le détenteur en demeure d'effectuer les opérations nécessaires, en application de l'article L.541-3,
- CONSIDERANT qu'en cas d'inobservations des prescriptions applicables en vertu du Code de l'environnement, le préfet peut mettre en demeure l'exploitant de satisfaire aux obligations qui lui incombent, en application de l'article L.171-8,
- SUR proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la société SPTP, dont le siège social est situé 16 rue du canal 21170 Saint Usage, est mise en demeure, pour son établissement sis à la même adresse, de respecter sous 3 mois les exigences de l'article 6.4.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} septembre 1988, notamment pour ce qui concerne les cendres stockées sur site.

ARTICLE 2 - Délai et voie de recours (Articles L 514-6 et R 514-3-1 du Code de l'environnement) :

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Dijon – 22 rue d'Assas – 21000 Dijon. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

La Secrétaire Générale de la Préfecture de la Côte d'Or, Mme la Sous-Préfète de Beaune, le Maire de Saint-Usage, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Région Bourgogne et le Directeur de l'établissement SPTP sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . Mme la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
(2 exemplaires)
- . Mme la Sous-Préfète de Beaune,
- . M le Directeur des Services d'Archives Départementales,
- . M. le Maire de Saint USAGE,
- . M. le Directeur de la société SPTP.

FAIT à DIJON, le – 8 DEC. 2014

LE PRÉFET,
pour le préfet et par délégation
La Secrétaire Générale



Marie-Hélène VALENTE